

Table des matières

La gouvernance et le fonctionnement des sociétés face aux régimes matrimoniaux	7
Matthieu VAN MOLLE	
Introduction	7
Section 1. Cadre légal du droit des régimes matrimoniaux	8
Sous-section 1. Règles du régime primaire	8
Sous-section 2. Régime secondaire en communauté de biens	10
Sous-section 3. Régime secondaire en séparation de biens	12
Section 2. Exercice des droits sociaux relatifs aux actions	12
Section 3. Gestion des droits patrimoniaux	14
Sous-section 1. Souscription d'actions et apports	14
Sous-section 2. Disposition de la propriété des actions	15
Section 4. Exercice d'un mandat social	16
Section 5. Responsabilité de l'époux fondateur ou administrateur	16
Conclusion	18
Le statut du fonds professionnel et des actions de la société professionnelle dans les différents régimes matrimoniaux	19
Philippe DE PAGE	
Section 1. Propos introductifs	19
Section 2. Le statut du fonds professionnel en nom personnel	20
Sous-section 1. L'entreprise professionnelle dans le régime de séparation des biens pure et simple	23
Sous-section 2. L'entreprise professionnelle dans un régime de séparation des biens communautarisé	26
Sous-section 3. L'entreprise professionnelle dans un régime de séparation avec clause de participation aux acquêts	28
Sous-section 4. L'entreprise professionnelle dans le régime légal de communauté	31
Section 3. La société professionnelle	45
Sous-section 1. Généralités	45
ANTHEMIS	317

Sous-section 2. Statut des actions dans un régime de séparation des biens pure et simple	48
Sous-section 3. Statut des actions dans un régime de séparation communautarisé	49
Sous-section 4. Statut des actions dans un régime de séparation avec clause de participation aux acquêts	50
Sous-section 5. Statut des actions dans le régime légal de communauté	51
A. Le régime de l'article 1401.5 de l'ancien Code civil	51
B. Le statut des actions nominatives depuis le 1 ^{er} septembre 2018	60
Section 4. Les conventions dérogatoires dans les différents régimes	72
Section 5. Questions particulières liées à la liquidation du régime matrimonial	75
Sous-section 1. L'attribution des actifs	75
Sous-section 2. Les indemnisations diverses	76
Conclusion	78

La transmission (de l'usufruit) des actions d'une société entre partenaires : une boîte à outils à manier avec connaissance (accroissement conventionnel, accroissement légal, réversion, usufruit successif et rapport des donations) 83

Bérénice DELAHAYE

Introduction	83
Section 1. Une boîte à outils : les différents outils, leurs conditions et les conséquences fiscales	84
Sous-section 1. Accroissement conventionnel en pleine propriété ou en usufruit	84
A. Sur le plan civil	84
B. Sur le plan fiscal	86
Sous-section 2. Accroissement légal de l'usufruit	91
A. Sur le plan civil	91
B. Sur le plan fiscal	95
Sous-section 3. Usufruit successif	96
A. Sur le plan civil	96
B. Sur le plan fiscal	98
Sous-section 4. Réversion de l'usufruit (ou de la pleine propriété)	98

A.	Sur le plan civil	98
B.	Sur le plan fiscal	99
Sous-section 5.	Rapport des donations antérieures au 1 ^{er} septembre 2018	101
Sous-section 6.	Autres mécanismes	102
Sous-section 7.	Tableau comparatif en droit fiscal	103
Sous-section 8.	Articulations entre les mécanismes : des questions non résolues	103
A.	Usufruit successif et rapport des donations consenties avant le 1 ^{er} septembre 2018	103
B.	Accroissement conventionnel, accroissement légal et usufruit successif	104
Section 2.	Le choix des outils selon les situations : un choix sur mesure	107
Sous-section 1.	Donation de la nue-propriété d'actions d'une société belge communes ou indivises à deux époux	107
Sous-section 2.	Donation de la nue-propriété d'actions propres par un époux	108
Sous-section 3.	Donation de la nue-propriété d'actions propres par un partenaire non marié	109
Annexe :	Tableau comparatif de taxation-transmission	111

La transmission des entreprises familiales en droits d'enregistrement et en droits de succession dans les trois Régions : état des lieux et difficultés pratiques

Vincent SEPULCHRE

Section 1.	Préalable : la détermination de la résidence fiscale du donateur/de cujus	115
Section 2.	Principes de base de la planification successorale au moyen de donations	116
Sous-section 1.	La donation de biens immeubles	118
Sous-section 2.	La donation de biens meubles	119
A.	Les différents types d'actes de donation de biens meubles	119
B.	Le don manuel	120
C.	La donation indirecte	121
D.	Comment traite-t-on, en droits de succession, les donations réalisées dans les 3/5 ans précédant le décès ?	128
Section 3.	Le tarif réduit des droits de donation et de succession applicable aux transmissions d'entreprise	130

Sous-section 1. La donation d'entreprise	130
A. Tarif en Région de Bruxelles-Capitale	131
B. Tarif en Région flamande	136
C. Tarif en Région wallonne	144
Sous-section 2. La succession d'entreprise	151
A. Tarif en Région de Bruxelles-Capitale	151
B. Tarif en Région flamande	159
C. Tarif en Région wallonne	164
Sous-section 3. Exigence de l'existence d'une activité économique pour ouvrir le droit au taux réduit	166
Sous-section 4. Application de ces régimes aux sociétés holding	173
A. L'intégration des sociétés holding selon les régimes bruxellois et flamand	173
B. L'intégration des sociétés holding dans le régime wallon	174
Section 4. Quelle alternative en 2023?	180

Éléments de droit comptable et de droit des sociétés en relation avec le droit familial 183

Olivier D'AOUT et Malvine CHAPELLE

Introduction	183
Section 1. L'obligation d'entretien et d'éducation des enfants	184
Section 2. Le devoir de secours entre époux	184
Section 3. La pension alimentaire après divorce	185
Section 4. Les revenus de la famille	187
Sous-section 1. Principes	187
Sous-section 2. Exemple	188
Sous-section 3. Les rémunérations proprement dites	195
A. Règles de droit	195
B. Applications <i>in concreto</i>	198
Sous-section 4. Les avantages de toute nature	200
A. Règles de droit	200
B. Applications <i>in concreto</i>	202
Sous-section 5. Les rémunérations différées	203
A. Règles de droit	203
B. Applications <i>in concreto</i>	204

Sous-section 6. Les tantièmes	205
A. Règles de droit	205
B. Applications <i>in concreto</i>	206
Sous-section 7. Les bénéfices non distribués de la société	207
A. Règles de droit	207
B. Applications <i>in concreto</i>	212
Sous-section 8. Le compte courant administrateur ou actionnaire	214
A. Règles de droit	214
B. Applications <i>in concreto</i>	216
Sous-section 9. Conclusion	217
Conclusion générale	217
Annexe 1. Calcul de base de l'impôt des personnes physiques suivant la rémunération officiellement attribuée	219
Annexe 2. Calcul de base de l'impôt des personnes physiques avec réincorporation des rémunérations différées (assurances-groupe/E.I.P.)	222
Annexe 3. Calcul de base de l'impôt des personnes physiques avec réincorporation des rémunérations différées (assurances-groupe/E.I.P.) et du tantième	225
Aménagements statutaires et pactes d'actionnaires dans une perspective de planification patrimoniale et successorale	229
Sabrina SCARNÀ et Julien LIMET	
Introduction	229
Section 1. Émission et cessibilité des titres d'une société familiale	231
Sous-section 1. Titres	231
A. Titres pouvant être émis	231
B. Régime des titres émis	232
C. Droits attachés aux titres émis	233
Sous-section 2. Transferts de titres	234
A. Dans la SRL	234
B. Dans la SA	236
Section 2. Modalisations statutaires et conventionnelles	237
Sous-section 1. Recours aux statuts ou aux conventions	238
Sous-section 2. Préservation du contrôle	240
ANTHEMIS	321

A. Maintien de l'actionnariat familial	240
B. Maintien des droits sociaux du <i>pater familias</i>	244
Sous-section 3. Préservation de la gestion	247
A. Rappels des principes	247
B. Application pratique	249
Sous-section 4. Préservation des flux financiers	250
A. Rappel des principes	251
B. Répartition statutaire ou conventionnelle des profits	251
Section 3. <i>Capita selecta</i> de pistes de planification	252
Sous-section 1. Apports sans émission d'actions	253
Sous-section 2. Émission d'actions à droits variables	256
Section 4. Impacts fiscaux de certaines modalisations	259
Sous-section 1. Fiction de legs	259
Sous-section 2. Évaluation de la base imposable	260
Sous-section 3. Abus fiscal	264
Conclusion	265
Patrimoine familial, sociétés et impôts sur les revenus	267
Michel DE WOLF	
Introduction	267
Section 1. Avantages	267
Section 2. Inconvénients	270
Section 3. Autres éléments à examiner	273
Conclusion	273
Garanties consenties par un dirigeant à sa société : cadre légal, limites et difficultés pratiques	275
Marine MOREAUX, Mathilda PASSANISI, Frédéric GEORGES	
Section 1. Sûretés impliquant la famille du dirigeant de la société	276
Sous-section 1. Sûretés personnelles	276
A. Cautionnement	276
B. Solidarité-sûreté	281
C. Forme et preuve de l'engagement	284
D. Constitution, par un époux dirigeant d'entreprise, d'une sûreté personnelle au profit de sa société	288

Sous-section 2. Sûretés réelles	293
Sous-section 3. Restriction des droits d'exécution des créanciers	299
Section 2. Sûretés intragroupes	302
Sous-section 1. L'assistance financière	302
Sous-section 2. La lettre de patronage	310